

CIBLE

L'argent

Après Martin Bouygues, c'est André Lévy-Lang, président de Paribas, qui a été mis en examen. Ces deux éminents personnages rejoignent ainsi une cohorte de grands patrons (MM. Pineau-Valencienne, Dejouany, Suard ...) qui sont soupçonnés de diverses infractions touchant à l'argent : abus de biens sociaux, bilans truqués, corruption, diffusion de fausses nouvelles...

Bien entendu, tous sont présumés innocents. Mais comment ne pas voir l'indice de pratiques générales, pour le moins imprudentes ou malsaines, peut-être délictueuses, et qui laissent une fâcheuse impression.

Il n'est pas possible de croire aux discours sur « l'entreprise citoyenne », quand de grands patrons sont soupçonnés de filouteries.

Il n'est pas possible d'accepter les sacrifices de salaires et d'emplois quand ceux qui veulent les imposer manipulent étrangement des sommes colossales.

Et comme les patrons incriminés « touchent », si l'on peut dire, à la politique et aux médias, la fâcheuse impression qu'ils donnent fait tache d'huile.

La crise de confiance est devenue générale.

Gouvernement

La crise de confiance est totale

Lucien Sfez

La santé parfaite

p. 6/7

Disparition

Emmanuel Levinas

p.9

Comme toujours, il y a une grande identité de vue entre vous et moi sur les problèmes politiques et sociaux, et sur la politique intérieure. Mais en politique étrangère, c'est la troisième fois (sur la guerre du Golfe puis sur Maastricht pour les deux premières) que je suis en désaccord très profond avec la NAR.

Il s'agit cette fois-ci de la reprise des essais nucléaires. Cette décision isole la France en en faisant un État délinquant. La France « agressive » est diffusée » c'était en l'espèce, l'honneur de l'humanité sauvé. Le coût de ces essais, le mauvais exemple donné au monde, les relents d'autorité, de militarisme et de colonialisme accompagnant cette décision inutile (puisque notre situation militaire très loin derrière les superpuissances, très loin devant les autres, semble stable à long terme) méritent la condamnation la plus vive.

J.-M. D. (Loire-Atlantique)

La mort de Deleuze

Monsieur Gérard Leclerc

Reprocher à un quotidien, quel qu'il soit, de consacrer trop de place à la mort d'un philosophe, quel qu'il soit, je me permets de vous faire remarquer le ridicule qu'il y a à consacrer toute une chronique dans un bimensuel de six pages, pour faire reprocher à ce quotidien de tenir, seul parmi ses confrères, le pari de traiter Gilles Deleuze et Léon Zitrone à égalité... Mais sans doute ce dernier, à votre goût, n'aura pas eu mort si « atroce ». Outre qu'il est mort de sa « belle mort », sans doute aussi a-t-il été muni des derniers sacrements. Il ne fait pas de doute, en tous cas, que Pierre Boutang n'aura de mort ni « atroce », ni « affreuse ». *Libération* lui consacra sans doute moins de place qu'à Deleuze, et vous, Monsieur, serez condamné à lui consacrer exactement la même, c'est-à-dire l'entière de votre chronique, où vous pourriez rendre hommage à celui qui vous a sauvé de l'enfer de l'immensité et des supplices des machines désirantes.

Je suis abonné à *Royaliste* parce que je partage son engagement républicain. La hauteur de vue de certains articles me permet de supporter le ridicule de certains petits encadrés style « Point-de-Vue, images-du-monde » ou « badge de Marie-Antoi-

Courrier des lecteurs

nette ». Ce qui me gêne davantage, c'est quand des articles de fond comme le vôtre, sous prétexte d'« idées », déversent de la pure et simple idéologie. Comment donc, cher Monsieur, pouvez-vous comparer les morts et juger un suicide plus atroce qu'une agonie hospitalière ? Ce sont là des propos que l'on tient en chaire, non dans la chronique d'un journal de bonne tenue.

Nul est à l'abri d'un lapsus où pointe toute bête sa « conviction ». Je vous renvoie, à ce sujet, à l'aphorisme de *Par-delà bien et mal* A condition, bien entendu, que, tel un stalinien repent, les oeuvres de Lénine, vous n'ayez pas remis cet ouvrage dans un coin par trop inaccessible de votre bibliothèque.

B. G. (Nancy).

Merci !

Merci pour l'abonnement d'essai de trois mois que vous m'avez offert. Malgré une réticence persistante à l'égard de la monarchie, le plaisir et le réconfort que me procure toujours la lecture de *Royaliste* vont certainement me pousser à prolonger cet abonnement... En attendant, je vous envoie un chèque pour contribuer à la souscription en cours. Ce serait bien triste que la petite musique de *Royaliste* disparaisse dans le concert du débat démocratique de notre pays.

B. M. (Paris).

Ile-de-Beauté

Ici, en Corse, nous vivons des moments très durs, coincés entre un État démissionnaire (pour lequel ne semble plus compter que le seul fait que la Corse reste française), une classe politique archaïque (d'où émerge péniblement des individualités valables de tous bords) et des clandestins qui se disputent la soupe du racket, d'autant que l'écuelle est moins profonde.

Sous peu l'Europe donnera ses subsides vers l'Est et les îles et contrées méditerranéennes se verront délaissées - comme l'Afrique, en politique

étrangère. Celles qui, comme la Corse, n'auront pas su ou pas pu profiter de ces sommes considérables, plongeront. Je doute que l'État français puisse durablement se payer ce qui, pour un hexagonal, semble une danseuse et qui, pour nous, est notre pays.

J. C. (Corse).

Pas assez royaliste...

J'ai lu très attentivement les numéros du journal que vous m'avez envoyé. Vous faites un travail intéressant mais qui ne traite pas assez de l'essence même du mouvement royaliste, c'est-à-dire de l'éventuel retour, d'un roi à la tête de l'État et l'établissement concret d'une certaine monarchie à la Française. En tant que journal politique, *Royaliste* se doit de donner son avis sur la situation politique, économique et sociale de la France mais n'y a-t-il pas trop de place consacrée à cela par rapport à l'épaisseur du journal ? Ne serait-il pas intéressant de consacrer plus d'articles sur l'attrait que peut constituer le royalisme sur le citoyen à l'aube du XXI^e siècle ? (...) Bref une vision plus militante qui peut donner un jour l'envie au citoyen candidat de choisir entre le système républicain actuel, qui est loin d'être mauvais, et une monarchie à la Française, réconciliant mille ans tourmentés de l'Histoire de France, pour une société plus unie, plus solidaire et fraternelle, plus juste et moins rentable où l'Homme aura sa véritable place.

G.B. (Hauts de Seine)

Vous n'aviez pas tort

Pendant ces semaines de crise, j'ai lu avec attention et intérêt le numéro spécial 647 de *Royaliste* que vous m'aviez envoyé. Les idées que vous exprimez m'ont aidé à me retrouver parmi toutes les informations sur ces affrontements dangereux pour notre pays, sa cohésion sociale, son économie. Alors que J. Chirac n'entendait pas les Français descendus dans la rue, ni ceux qui souffraient des grèves

mais les comprenaient, une phrase de votre journal prenait tout son sens : « ...le prince Jean montre combien il est difficile de présider aux destinées du pays quand on est l'élu des uns contre les autres ». Et j'ai noté bien d'autres idées sur l'Europe, le chômage, la politique économique, le racisme... que je soutiendrais volontiers. L'ensemble de ce numéro est remarquable et je souhaiterais m'abonner.

J'essaierai, cette fois, de me montrer plus patient et ouvert que lors d'un abonnement précédent. Je ne l'avais pas renouvelé parce que je trouvais la position de *Royaliste* sur l'écologie politique assez peu acceptable. L'évolution de ces courants m'a montré que vous n'aviez pas tout à fait tort. Mais je reste persuadé, comme vous probablement, qu'on doit comprendre et soutenir les gens qui aiment les paysages dans lesquels ils vivent et la vie végétale et animale qu'ils côtoient.

M. C. (Val de Marne)

Lettre de Roumanie

La visite en Roumanie de la reine Anne a été une longue et dense période de rencontres pour la Reine, qui a essayé de maintenir vivante l'idée de monarchie. Mais l'espoir n'est pas là. Si Iliescu et son équipe ont peur de quelque chose, c'est du roi Michel et de perdre le contrôle sur la Télévision nationale. Seul le Roi peut faire trembler l'actuel pouvoir qui s'est très bien installé dans le pays et qui recrute par chantage des directeurs d'entreprises, des professeurs, des fonctionnaires. La seule façon d'éveiller le peuple c'est la télévision, et M. Gabriel Liiceanu a proposé un « Programme pour l'éducation démocratique par la télévision » si bon, si parfait, si bien conçu, qu'il n'a pas été accepté par le parlement pour devenir membre du conseil d'administration de la télévision...

Yehudi Menuhin a été censuré lors de son discours à l'Athénée de Bucarest, au Festival Georges Enescu. Menuhin avait parlé de l'attachement d'Enescu aux idées monarchistes et de ses relations avec la famille royale roumaine (représentée dans la salle par la princesse Margarita). A cette occasion on a pu voir encore une fois que la télévision est l'instrument du pouvoir et que le pouvoir a une haine et une peur considérable concernant la monarchie roumaine.

XXX (Bucarest)

Matignon-sur-taupinière

Ce ne fut pas un sommet, mais une taupinière. D'ailleurs, le gouvernement vit dans son souterrain, et ne voit rien en pleine lumière.

Dès la clôture du « sommet social », il était clair que le gouvernement, n'engageant que lui, y avait fait un numéro d'illusionnisme. Sur les cinq grandes décisions annoncées, on compte en effet :

- deux mesures qui consistent à accélérer des accords antérieurs, sur l'emploi des jeunes et sur le temps de travail.
- une mesure qui consiste à étendre des dispositions existantes sur l'aide à l'achat de logements.
- un dispositif banal qui devrait permettre d'orienter certaines catégories d'épargne vers la consommation.
- une réforme de la cotisation-maladie sur laquelle on a encore peu de détails.

Au total, une promesse à terme et quatre séries de décisions déjà prises dans leurs principes. Donc pas grand-chose...

... et d'autant moins que le sommet venait après un mois de grèves et de manifestations impressionnantes contre le « plan Juppé », avec en arrière-fond la question générale des salaires. Or, à Matignon le 21 décembre, on n'a pas parlé du plan Juppé parce que M. Juppé ne voulait pas le mettre à l'ordre du jour, et on n'a pas parlé des salaires parce que M. Gandois ne voulait pas en entendre parler.

Nous nous trouvons donc dans une situation surréaliste sur le plan social, puisque le gouvernement continue de ne

pas répondre aux attentes, aux angoisses et aux colères de millions de Français.

Nous sommes aussi dans une situation surréaliste sur le plan économique puisque le gouvernement et le patronat s'obstinent à ne pas voir des évidences aussi massives qu'inquiétantes :



Pour résumer, le taux de croissance baisse depuis six mois (pas depuis les grèves !) et va atteindre le niveau zéro, la consommation se réduit et la production industrielle diminue. Devant cette situation alarmante, le chef de l'État annonce en octobre un surcroît de rigueur budgétaire, une augmentation de la pression fiscale est envisagée (la suppression de l'abattement de 20 %) et on continue à comprimer les salaires. Bien entendu, et quoi qu'on en dise, la politique de l'emploi est sacrifiée à la rigueur budgétaire. Cela signifie qu'on bloque tous les freins au moment où la machine économique

ralentit... justement parce qu'on a refusé de l'alimenter en énergie (des salaires, des emplois, qui relancent la consommation).

Ayant constaté ce phénomène simple, le gouvernement devrait logiquement desserrer les freins et relancer la machine. Bien au contraire, le plan Juppé se traduira, à cause de la RDS, par une nouvelle ponction de 100 milliards de francs sur le revenu des ménages ! Et M. Juppé est tout fier d'avoir maintenu cet aspect-là de son plan, contre des millions de Français en colère, alors que l'INSEE annonce pour 1996 une croissance en baisse par rapport à 1995, une hausse du chômage et une baisse du pouvoir d'achat. Puis, en excellent logicien, M. Juppé décide de relancer la consommation qu'il est en train de réduire par des appels à la confiance assortis d'incitations à moins épargner. Bien entendu, le Premier ministre ne voit pas que, pour moins épargner, il faut avoir de l'épargne - ce qui n'est pas le cas de millions de citoyens (chômeurs, en emplois précaires, smicards...) qui voudraient bien qu'on leur donne les moyens de consommer.

Je vous laisse le choix entre deux conclusions :

- ou bien nous avons affaire à des ânes bâtés.
- ou bien les dirigeants de notre pays font, cyniquement, une politique de classe : la politique du patronat et des personnes disposant de revenus élevés ou confortables - ce qu'on appelait autrefois la bourgeoisie.

Sylvie FERNOY

Le Pen

Paradoxe : plus il y a d'événements, moins la télévision nous en tient informés. Preuve en est le mouvement social de décembre : pour « faire vivant » (mais aussi par démagogie) les deux principales chaînes ont multiplié les micros-trottoir en sacrifiant les prises de position des divers responsables politiques et syndicaux.

Ainsi, malgré la puissance électorale qu'il représente, Jean-Marie Le Pen a été totalement absent du petit écran, en raison d'une proscription implicite qui remonte à trois ans mais aussi parce que les médias ont la fâcheuse habitude d'assigner à chacun son rôle dans le spectacle : le rôle du Front national, c'est de dire du mal des étrangers, le rôle de l'Eglise catholique, c'est de dénoncer l'usage du préservatif, etc. Donc l'Eglise n'a rien à dire sur les étrangers (ce qui est faux) et J.-M. Le Pen n'est pas interrogé sur la politique sociale qu'il préconise, ce qui est dommage.

Pourquoi dommage ? Parce que le discours du chef du Front national, qui s'est discrètement exprimé sur France-Inter le 20 décembre, est à tous égards édifiant. D'abord par ses contradictions : J.-M. Le Pen dénonce violemment la classe dirigeante et la mondialisation mais se prononce pour une protection sociale « minimum » et pour l'assurance individuelle - ce qui est très exactement le projet (encore inavoué) des libéraux mondialistes. Ensuite par ses précisions : le Front national souhaite la suppression du droit de grève dans le service public, et considère la grève comme un mode de résolution des conflits « archaïque et ruineux ». Qu'on se le dise !

Annette DELRANCK

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Courrier des lecteurs
- p.3 : Matignon-sur-taupinière - Le Pen
- p.4 : De Girón engiron - p.5 : La fin des Bonaparte - p.6/7 : Entretien avec Lucien Slez : La santé parfaite - p.8 : Viva l'Italia ! - Monsieur Dur - p.9 : Emmanuel Levinas - p.10 : Enfers - Les années Louis-Philippe - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Nous n'avons plus confiance.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.98.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

De Girón en giron

Cette fois, le castrisme est bien mort. En libérant il y a peu le cours du peso, le gouvernement cubain l'a clairement annoncé.

Et que Fidel reste ou non au pouvoir n'y change pas grand-chose. La question n'est plus de savoir si les États-Unis vont « reprendre les rênes » de l'île, mais quel en sera le coût social.

La récente visite d'un groupe d'industriels et d'hommes d'affaires américains à Cuba, après la légalisation de la possession de dollars par les individus et avant la libération du cours de la monnaie nationale, en est la démonstration : les affaires reprennent. Et maintenant que les États-Unis ont moins à craindre de la politique de Cuba que de l'afflux de ses immigrés, il est temps pour le *business* de rappeler que l'île est en puissance un gigantesque chantier et un terrain d'investissement de premier ordre, à défaut d'un marché intéressant. On peut donc tenir pour fort probable un proche assouplissement de la politique américaine vis-à-vis de La Havane. Car le résultat le plus net du blocus américain est que les Européens, et tout particulièrement les Espagnols, ont pris pied dans la *Mare Nostrum* américaine. C'est intolérable, et ce ne sera plus toléré bien longtemps par Wall Street.

En fait ces blocages politico-idéologiques, qui commencent à gêner le marché, sont à l'heure actuelle maintenus pour une seule raison : ne pas

mécontenter le groupe de pression cubain de Floride, qui est devenu tout puissant dans cet État. C'est là le seul point qui demeure incertain : les Cubains restés dans l'île vont-

indispensables : qui d'autre, aujourd'hui, aura les moyens et le désir de réhabiliter un pays à l'infrastructure sinistrée ? Certainement pas les investisseurs étrangers, dont



♦ *Que restera-t-il du rêve castriste ?*

ils accepter le retour en force des émigrés ? Tous ceux que l'on interroge affirment que non. Mais pourront-ils les refuser ? Il est probable que ce retour, s'il se fait, sera très difficile et douloureux. Les Cubains qui sont restés, et ont vécu la Révolution et ses privations depuis trente ans, ne veulent pas de ces « traîtres », mais leurs dollars sont

l'intérêt est de fabriquer des paradis tropicaux pour touristes, en maintenant la main-d'œuvre à un niveau de salaire le plus bas possible. Seuls les « miameros », les Cubains de Miami, en auront peut-être la volonté. Pour cela, il faudra qu'ils se réapproprient l'île, de gré ou de force. Alors, guerre civile ou pas ? Les années qui viennent le diront.

Enfin émerge une autre question : que restera-t-il, à Cuba et en Amérique Latine, du rêve castriste ? Il faut garder en mémoire deux choses : d'abord que Cuba est le seul pays américain à avoir, une

fois, été vainqueur des troupes yankees, à Playa Girón, dans la baie des Cochons. Ensuite que, si depuis cinq ans on se débat à La Havane pour survivre et manger, a-t-on jamais fait autre chose à Mexico ou Caracas, quand on n'est qu'un citoyen ordinaire ? Gabegie et incurie à Cuba depuis trente ans, oui, mais une scolarisation à 100 % et la mortalité infantile la plus faible du monde ; gaspillage et corruption au Venezuela (exemple parmi d'autres), et comme résultat, misère absolue pour la majorité, et l'équivalent de la dette nationale en dépôts privés à l'étranger (dans ces mêmes banques qui font par ailleurs la morale aux gouvernements endettés).

Castro n'est plus ni un épouvantail ni un modèle, c'est acquis. Son système s'est déjà effondré, et tôt ou tard la censure va disparaître, les droits de l'homme vont être respectés, la démocratie va s'installer, on ne peut que s'en réjouir. Mais avec elle vont arriver tous les effets pervers du libéralisme. D'ailleurs les signes précurseurs d'un retour à la normale : la prostitution, la drogue et la corruption, sont déjà là. C'est le prix à payer, et il sera d'autant plus cher que la société n'y est pas préparée. Une blague court à La Havane : un ivrogne en hail-lons fait du scandale dans la rue, et la police qui arrive demande s'il est connu dans le quartier. « Oui, répondent les voisins, laissez-le, c'est un pauvre type pas méchant qui est pris de folie des grandeurs : il s' imagine être serveur dans un restaurant à touristes alors qu'il n'est que neuro-chirurgien ». Le dollar est en passe de bouleverser totalement la société et d'inverser ses valeurs. Et de ce point de vue, peut-être le Cubain moyen n'a-t-il pas trop lieu de se réjouir par avance de ce retour dans le giron américain. Car les Droits de l'Homme, en Amérique Latine, ne sont-ils pas en fait les droits du riche et de l'intellectuel ?

François VILLEMONTAIX

La fin des Bonapartes

L'appel au soldat par les médias occidentaux au profit des généraux Powell aux États-Unis et Lebed en Russie a fait long feu et la substitution, en Bosnie, de l'IFOR à la FORPRONU remet dans les rangs des militaires aventurés à leur corps défendant dans des missions politiques.

1996 sera l'année d'un bicentenaire le plus romantique qui soit, bien plus romantique que celui de la Révolution fran-

çaise, l'année stendhalienne du bonheur d'un homme, général en chef de l'armée d'Italie à 26 ans, qui épouse Joséphine et franchit le pont d'Arcole. Cette fin de siècle devrait vibrer au souvenir de la campagne d'Égypte pour culminer au 18 Brumaire. Jacques Chirac est le président idéal pour une telle commémoration, le héros barrésien de l'énergie nationale, des essais nucléaires à l'intervention en Bosnie. Or deux cents ans après Bonaparte, il n'y a plus guère de place pour les militaires à la tête des États, à quelques exceptions près comme un Ben Ali en Tunisie, un Zeroual en Algérie ou un Compaoré au Burkina Faso.

Alors que la France de l'entre-deux-guerres avait vécu pour son malheur dans la vénération des maréchaux de la Grande Guerre et que les guerres d'Indochine et d'Algérie avaient rendu populaires les noms de quelques généraux parfois factieux, qui se souvient d'un seul officier au cours des trente dernières années ? Il a fallu attendre

l'intervention en Bosnie pour que, bien malgré eux, des Morillon, La Pradelle, Janvier, Soubirou, Bachelet crèvent les



♦ Bonaparte en 1802. Gravure de Turner.

écrans. C'est la loi d'une mission politique confiée à des militaires. Mais la reprise en main par l'OTAN devrait changer tout cela et faire retourner les militaires dans l'anonymat.

Les mêmes grands organes de la presse mondiale qui taxaient d'anachronisme l'attitude d'un Jacques Chirac n'avaient d'yeux, par ailleurs, que pour la candidature de Colin Powell ou celle d'Alexandre Lebed, ces généraux étant censés faire pièce à Dole ou à Eltsine. On n'en est pas à une contradiction près.

Exit ces militaires de la scène politique. Powell finalement n'avait pour argument que la race, ce qui l'a dissuadé de poursuivre l'aventure. En Russie il n'existe aucune tradition militaro-politique : du fait de la monarchie, le roi ou le tsar étant d'essence militaire, et du communisme, comme le prouve le sort de Trotski et de Toukhachevski. Lebed, après

avoir été redouté comme nationaliste, a été promu par tous nos organes de presse comme une sorte de rempart contre le communisme à la place d'un Eltsine défaillant.

Faisant campagne sur des thèmes de politique extérieure, il a été récupéré par les tenants du complexe industriels dont il détournait l'attention. L'armée ne s'y est d'ailleurs pas trompée qui a voté dans sa majorité pour le parti du Premier ministre Tchernomyrdine, par légitimité et par souci de conservation, celui-ci

contrôlant les industries énergétiques et la reconversion des industries d'armement. Le général Lebed leur servait d'alibi et ne pourrait faire autre chose s'il parvenait au pouvoir que de garantir la propriété des nouveaux capitalistes.

Quand Bonaparte n'est plus que le protecteur des acquéreurs de biens nationaux, Karl Marx peut écrire « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte » et « La lutte des classes en France ».

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **BULGARIE** : Dans un message aux Bulgares, le roi Siméon II, qui vit en exil à Madrid, a annoncé qu'il répondrait à l'appel de la population en retournant, pour la première fois, dans son pays au cours de l'année 1996. Depuis quelques semaines, pétitions et manifestes circulent pour réclamer le retour du roi, sans poser au préalable la question de l'avenir des institutions du pays.

♦ **BELGIQUE** : Espoirs de paix et appels à la solidarité, tels sont les deux grands thèmes que le roi Albert II a développé dans son traditionnel message de Noël.

« Dans notre pays, il y a une manière spécifique d'être solidaire, c'est de marquer de l'intérêt et du respect pour ceux qui appartiennent aux autres communautés. S'intéresser à la culture de l'autre, à son histoire, apprendre sa langue, nouer des liens personnels dans les autres communautés, sont autant de formes de solidarité et de tolérance ». Une allusion à peine voilée aux difficultés linguistiques de la Belgique et un appel au respect entre les communautés tandis que politiciens flamands et wallons multiplient les petites phrases assassines les uns sur les autres.

♦ **ESPAGNE** : Dans son message aux Espagnols, le roi Juan Carlos a d'abord remercié ses concitoyens de l'affection qu'ils n'ont cessé de lui manifester au cours des vingt années de son règne. Ensuite, il a lancé un vibrant appel aux habitudes de dialogue et de modération dans la vie politique. « Dans la position que me confère la Constitution, je demande à chacun des pouvoirs de l'État équité et respect selon leurs compétences respectives et champs d'application ; aux responsables politiques et aux interlocuteurs sociaux, un esprit de convivialité et de compromis par-delà les différences idéologiques naturelles et désirables ; et à tous, de ne pas oublier que les intérêts généraux doivent toujours prévaloir sur les intérêts particuliers ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Tandis que la famille royale anglaise continue d'occuper le devant de la scène médiatique au lendemain de la lettre de la reine Elisabeth II demandant à son fils Charles et à Diana de « divorcer au plus vite », la souveraine a réuni à Sandringham ses proches pour un Noël en famille, d'où elle a adressé ses vœux au Commonwealth. La paix dans le monde était au cœur du discours royal, évoquant notamment les espoirs en Yougoslavie ou en Irlande du Nord. En rendant hommage à l'action humanitaire de Soeur Ethel en Afrique du Sud, la reine a voulu délivrer un message de paix autant qu'un appel à la générosité envers les plus démunis.

♦ **AFGHANISTAN** : On reparle à Kaboul de la solution royale avec le souverain Zahir Shah, exilé à Rome depuis vingt-deux ans. Alors que la guerre civile se prolonge sans que le président Rabani ne puisse l'enrayer, les groupes islamistes évoquent le retour du roi pour qu'il mène une médiation entre eux - les « Talibans » et le gouvernement de Kaboul.

Il est vital que *Royaliste* conquière de nouveaux abonnés !

Faites connaître *Royaliste* à vos amis

Abonnement d'essai 3 mois = 20 F

Professeur à l'université Paris I (Panthéon-Sorbonne), Lucien Sfez est d'autant plus intéressant qu'il annonce et critique dans le même temps les idéologies et les utopies qui seront à la mode dans quelques années. Poursuivant une recherche orientée par la question de la symbolique politique, il nous prévient aujourd'hui qu'une nouvelle utopie, succédant à la « communication », va bientôt régner dans l'imaginaire moderne : celle, inquiétante, de la purification éco-biologique de la planète.

■ **Royaliste :** Comment situer ce livre sur la « santé parfaite » dans votre recherche ?

Lucien Sfez : J'ai toujours cherché comment et autour de quoi la société moderne se donnait un sens. Quand je suis arrivé en 1968 à Dauphine, je me suis aperçu que les choses s'organisaient autour de la décision : ainsi Robert Mc Namara avait expliqué à Kennedy que l'ordinateur donnait les Américains vainqueurs s'ils attaquaient Cuba. Et ce fut le désastre de la Baie des Cochons... Puis le même expert conseilla au même président de bombarder massivement le Vietnam du Nord pour vaincre les communistes. Vous connaissez le résultat. J'ai donc cherché à comprendre cette idéologie de la décision, et j'en ai fait la critique.

Comme les images symboliques finissent toujours par se dégrader, la mode de la décision est passée... sauf dans un petit cercle de *managers* qui restent aujourd'hui fidèles à cette idéologie.

■ **Royaliste :** Qu'est-ce qui a succédé ?

Lucien Sfez : La politique symbolique, dans les années où la gauche commençait sa marche vers le pouvoir : nous avions alors un système de vérité qui était produit par les politiques, la gauche affirmant alors qu'elle incarnait la vérité, la science de l'histoire... Il fallut déchanter, mais la droite

revint en 1986 en affirmant à son tour qu'elle portait la vérité - à savoir le Marché, qui provoqua lui aussi la déconvenue.

Comme une société ne peut exister sans se donner un sens, j'ai cherché ce qui pourrait remplacer ce que j'avais appelé « la politique éclatée ». J'ai cru trouver une réponse en Italie, puis je me suis aperçu que *Le Monde* ouvrait une rubrique sur la communication, un mot nouveau qui inspirait par ailleurs des colloques scientifiques. J'ai donc entrepris une vaste enquête, qui a abouti à cette *Critique de la communication* que votre journal a présentée en 1988, puis au *Dictionnaire de la Communication*. Vous vous souvenez bien entendu de tout ce qui a été dit, affirmé, annoncé en matière de communication...

■ **Royaliste :** Vous en parlez au passé...

Lucien Sfez : En effet, le discours sur la communication est en train de passer de mode. En 1990, j'ai commencé à me demander quelle serait la nouvelle figure symbolique. A cette époque, on produisait énormément de livres sur la science et la technologie. J'ai cherché de ce côté et j'ai travaillé deux ans sans trouver de réponse, en me disant finalement que la science et la technique étaient trop vastes pour donner du sens au monde et pour fournir un imaginaire à ses habitants.

Tout à coup, je me suis aperçu qu'il restait encore la science du vivant, c'est-à-dire le domaine constitué par la biologie et l'écologie. Ayant compris cela, j'étais déjà dans « *La Santé parfaite* » !

■ **Royaliste :** Comme pour la communication, avez-vous mené une enquête ?

Lucien Sfez : Oui. J'ai décidé de m'informer sur le projet « Génome », qui consiste à cartographier les gènes et à connaître leurs fonctions exactes, et sur « Biosphère II ».

Je suis donc allé à Boston en septembre 1992, pour rencontrer nombre de savants éminents. Et c'est là que j'apprends que Daniel Cohen, discret chercheur français, a dressé la première carte du Génome - alors que les Américains, qui bénéficiaient de crédits vingt fois supérieurs à ceux de Cohen, annonçaient cette carte pour 1998 ! Tout en accueillant le succès de Bernard Cohen avec une réserve pleine de mauvaise foi, les Américains me tiennent alors des discours délirants : grâce à ce projet Génome, me disent-ils, nous allons découvrir l'ultime réalité. L'un d'entre eux, Walter Gilbert, avait même évoqué le « Saint Graal », et se vantait de caractériser tout individu à partir de la carte de son génome - en oubliant qu'il y a toujours une interaction entre le gène et l'environnement, une histoire propre à chaque individu et

une histoire des coutumes sociales. Ces scientifiques m'expliquèrent qu'on allait supprimer tous les mauvais gènes et les remplacer par des bons gènes. Autrement dit, il envisageaient une purification complète des individus.

■ **Royaliste :** Peut-on parler d'eugénisme ?

Lucien Sfez : Non, ce n'est pas de l'eugénisme ! Si nous disons cela, nous allons nous faire avoir. Si on nous propose de sauver nos enfants en supprimant leurs mauvais gènes, nous n'allons certainement pas refuser ! Mais il faut savoir que nous sommes devant une nouvelle utopie, qui annonce l'amélioration définitive de la race, la création d'un homme parfait, définitivement libéré de la maladie.

■ **Royaliste :** On peut toujours rêver !



Lucien Sfez : C'est très concret. Voulez-vous un exemple ? A Berkeley, j'ai rendu visite à des amis, et la maîtresse de maison m'a raconté qu'elle s'était fait enlever les ovaires, alors qu'elle n'avait rien, parce que sa mère et sa tante avaient eu un cancer aux ovaires. Étonné, je lui ai demandé comment un chirurgien avait pu accepter de l'opérer. Mon amie m'a alors expliqué qu'elle avait passé un compromis : si on lui enlevait les ovaires, elle promettait de ne pas se faire couper les seins, ce qui est une pratique fréquente dans les milieux aisés qui veulent purifier leurs organes.

Ajoutez à cela le développement des tests prénataux obligatoires, qui permettent de prévoir l'apparition d'un cancer trente ans plus tard : dans

un pays où 37 millions de personnes n'ont aucune protection sociale, une femme pauvre qui apprend cela doit choisir entre l'avortement et la perspective de la longue et coûteuse maladie qui touchera son enfant. D'ailleurs, les assurances privées américaines refusent de couvrir les risques révélés par les tests. Et ne croyez pas que notre Sécurité sociale nous met à l'abri de tels dilemmes : la collectivité acceptera-t-elle de payer parce qu'une famille décide de laisser naître un enfant mal conçu ? Je suis persuadé que le débat aura lieu dans un avenir rapproché.

■ **Royaliste :** Parlons de vie artificielle...

Lucien Sfez : De retour à Boston, j'ai rencontré Evelyn Fox-Keller, une philosophe des sciences, qui m'a demandé ce que je cherchais. Après avoir hésité, j'ai répondu que je cherchais les nouvelles métaphores de la nature. Elle m'a conseillé de lire le livre de Christopher Langton, *Artificial life*. J'ai trouvé cela complètement fou, et je suis allé voir l'auteur à Santa Fe : il crée dans l'ordinateur des populations artificielles, qui naissent, se reproduisent et meurent. Langton m'a expliqué qu'il avait créé un procès de vie. Mais qu'est-ce que la vie qui n'est qu'un procès ? Le « créateur » avait oublié la vie au passage ! Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer qu'il faut un droit pour ses créatu-

res, afin qu'elles puissent être éventuellement punies en proportion de leurs fautes. Question d'autant plus importante qu'il prétend que ces êtres artificiels sont nos successeurs, qu'on peut les rendre immortels, et que nous sommes de nouveaux dieux... Tel est le point culminant de l'utopie de la santé parfaite : un être électroniquement parfait.

■ **Royaliste :** Qu'est-ce que *Biosphère II* ?

Lucien Sfez : C'est un énorme hangar de verre dans lequel on a mis des espèces végétales et des animaux, et dans lequel on a installé quatre femmes et quatre hommes pendant deux ans. L'idée était de faire vivre ces huit personnes dans ce milieu clos, en respirant l'oxygène produit par les plantes, en mangeant les légumes et les animaux, etc. On retrouve là le principe de purification de la planète et du corps, puisqu'il s'agit d'avoir un air absolument parfait, une nourriture parfaitement saine, dans un milieu totalement dépollué. J'ai vu ces cobayes humains, qui au bout de deux ans étaient dans un drôle d'état : certes, leur taux de cholestérol était très bas, mais ils étaient affamés et nerveusement épuisés.

■ **Royaliste :** Et l'amour dans tout ça ?

Lucien Sfez : J'ai posé la question dans les milieux les plus avancés. On m'a répondu que cela ne se faisait plus. « *Seuls les singes font l'amour* » m'a-t-on expliqué : c'est là une pratique animale, et il s'agit de trouver des relations plus fines, plus civilisées entre sexes différents.

■ **Royaliste :** Mais les enfants ?

Lucien Sfez : On m'a répondu que des procédés électroniques y pourvoiraient, sans que les contacts corporels soient nécessaires.

■ **Royaliste :** Quelles conclusions tirez-vous de cette enquête ?

Lucien Sfez : Quand je suis arrivé aux États-Unis, je ne savais pas que j'allais découvrir de l'utopie. J'ai donc cherché sa définition en lisant ou en relisant Raymond Ruyer, Louis Marin et Gilles Lapouge. Mais ces textes très remarquables ne me satisfai-

saient pas entièrement et j'ai tenté de faire une théorie de l'utopie, qui selon moi présente cinq caractères :

- l'auteur du récit utopique est toujours maître de son récit.

- l'utopie s'accomplit toujours dans l'isolement.

- tous les récits utopiques visent des règles de vie hygiéniques.

- l'utopie est toujours la mise en oeuvre d'un imaginaire technique très fort.

- l'utopie est un retour à l'origine, ou bascule l'origine vers une fin.

Ces cinq caractères, que j'appelle des « marqueurs », s'appliquent aux discours sur le génome, à la biosphère et aux créatures artificielles de Langton.

■ **Royaliste :** Mais comment passe-t-on du texte utopique à des réalités ?

Lucien Sfez : Comme le dit Gérard Chaliand dans son livre sur les mythes révolutionnaires du tiers monde, l'utopie a changé de chiffre. Et il montre que, quand on se rapproche des millénarismes, les utopies prennent la forme de santé totale ou de santé parfaite - d'où le titre de mon livre. Et puis j'ai lu l'excellent livre de Howard P. Segal sur l'utopisme technologique dans la culture américaine. De 1883 à 1933, les Américains ont écrit soixante utopies technologiques - certaines ayant eu des millions de lecteurs : on s'aperçoit que les États-Unis sont la terre de l'utopie, ce qui explique qu'ils nous précèdent toujours. Or ces utopies technologiques sont conçues par des ingénieurs, des industriels, des scientifiques : par formation, par métier, les auteurs peuvent directement passer du texte au projet.

Nous sommes aujourd'hui devant une de ces utopies technologiques, que des scientifiques veulent réaliser : c'est l'utopie du deuxième Adam, de l'Adam parfait et définitif qui s'oppose à l'Adam de la Bible, être imparfait, toujours à la recherche de la perfectibilité.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

Lucien Sfez - « *La santé parfaite, critique d'une nouvelle utopie* » - Ed. Seuil - prix franco : 148 F.

Viva Italia !

Où va l'Italie ? Vivant une importante transformation politique, notre voisine cherche sa place en Europe et dans le monde, mais s'interroge aussi sur sa propre identité. Plusieurs spécialistes italiens se sont réunis (1) pour apporter des réponses, sinon des éclaircissements, à ces questions.

Cet ouvrage collectif ne possède pas véritablement de fil conducteur. Il s'agit plutôt d'une juxtaposition de textes composant *in fine* un manteau d'arlequin aux couleurs italiennes. Fracture géographique (nord/sud), crise d'identité intérieure (est-on italien ou d'abord lombard ou calabrais ?), passé fasciste mal exorcisé (l'Italie a-t-elle été vaincue ou libérée ?), institutions



politiques en question (fédéralisme, régionalisme,...), doutes sur le rôle du pays en Europe (quel poids face à Paris et Bonn ?) constituent quelques-uns des débats ouverts de l'autre côté des Alpes.

De toutes ces contributions, impossibles à résumer ici, retenons celle sur l'évolution de la mafia : cette dernière a été victime de son succès, puisque l'explosion de ses profits résultant du trafic de la drogue a transformé des hommes rustres en milliardaires et a bouleversé les mentalités traditionnelles des maffiosi (l'obéissance et la discrétion

entre autres). Pour sauvegarder l'organisation, Toto Riina a entrepris d'éliminer les clans « corrompus » par les délices de Palerme et de recentrer l'organisation dans l'arrière-pays sicilien. La « pieuvre » prospérera et se perpétuera aussi longtemps qu'elle offrira une perspective de puissance et d'enrichissement à une population oubliée (sait-on d'ailleurs que la Sicile est plus peuplée que l'Irlande, la

Finlande ou la Norvège ?). Mais l'Italie possède aussi de nombreux atouts qui devraient lui permettre de trouver sa place : son dynamisme commercial, sa position géographique (au cœur de la Méditerranée), la diaspora italienne dans le monde, sans oublier le pape dont les certitudes spirituelles constituent un précieux apport dans une période de doutes.

Christian MORY

(1) « A quoi sert l'Italie » - Ouvrage collectif sous la direction de Michel Korinman et Lucio Caracciolo - La Découverte - prix franco : 158 F.

Monsieur Dur

Monsieur Dur fut un potentat mou. Mais surtout un Premier ministre profondément indifférent aux êtres, et comme étranger au monde.

Le livre de Bernard Brigouleix (1) s'est fait connaître par l'histoire des draps de soie - ceux commandés par les services du Premier ministre lorsque Édouard Balladur fut contraint par la crise monétaire d'août 1993 de dormir pour la première fois rue de Varenne. Cependant rien n'indique, dans le récit, que le Premier ministre les ait lui-même exigés... Mais il est vrai que l'austérité budgétaire n'empêcha pas de coûteux travaux de réfection de Matignon alors qu'on supprimait (un temps) le café matinal des secrétaires.

Ancien conseiller de presse au cabinet d'Édouard Balladur et journaliste de son état, Bernard Brigouleix égrène tout au long de son livre les anecdotes significatives et parfois cruelles pour l'ancien candidat et pour ses proches - notamment le désastreux Nicolas Bazire, dont on apprend qu'il ne cachait pas un antigaulisme de type pétainiste. Monsieur Dur, comme l'appelaient certains policiers des Voyages officiels, fut bien conforme à la mauvaise réputation que ses adversaires lui ont faite : celle d'un pacha dispendieux.

Mais cette histoire indiscrète des années Balladur est beaucoup plus qu'un recueil des petits secrets de ces deux années de pouvoir : c'est d'abord une histoire politique de la période, telle qu'un conseiller du Premier ministre l'a vécue, telle qu'un journaliste l'examine aujourd'hui.

Double regard, en lui-même intéressant, qui nous vaut d'excellentes pages sur les négociations du GATT (même si les conclusions de l'auteur sont discutables), sur les voyages en Chine, en Arabie Saoudite, en Russie...

Très instructive aussi, la description des relations entre Matignon et la presse : chouchoutage de TF1, complètement à la botte du Premier ministre, accueil courtois des « grandes signatures », et mépris de fer pour le *vulgum pecus*. La thèse de l'indépendance et de l'omnipotence médiatique prend ici un coup sérieux : les exemples nombreux et précis d'inféodation au pouvoir politique et de pressions de celui-ci, par le biais des financiers, devraient inciter les lecteurs et les téléspectateurs à une grande circonspection.

Enfin, la marche majestueuse d'Édouard Balladur vers l'abîme électoral nous est racontée par le menu. L'inexpérience de Nicolas Bazire et les erreurs de « communication » du candidat ne sauraient tout expliquer : son échec, c'est d'abord celui d'un personnage profondément indifférent aux êtres et sans doute étranger au monde qui n'est pas le sien. Édouard Balladur, c'est l'homme qui regarde sa montre en visitant Auschwitz.

Maria DA SILVA

(1) Bernard Brigouleix - « Histoire indiscrète des années Balladur » - Albin Michel, 1995 - prix franco : 115 F.

Emmanuel Levinas

La mort d'Emmanuel Levinas est peut-être l'occasion pour nous de méditer d'abord sur le bonheur qu'il y a de recevoir l'étranger chez nous. Qui aurait pu dire au début de ce siècle que l'hospitalité donnée à un jeune juif venu de Kaunas en Lituanie, produirait cette merveille de la pensée en notre langue ? Jacques Derrida, dans son très bel hommage aux obsèques du philosophe, rappelait ce mot de lui : « L'essence du langage est amitié et hospitalité ». Pour un penseur « exodique » comme Levinas la France n'était pas d'abord un lieu d'enracinement mais un langage. Dans ce langage pouvaient s'exprimer, avant tout contenu, l'honneur et la charge de s'adresser à l'autre d'une façon responsable. C'est une belle leçon pour aujourd'hui, où justement la peur de l'autre risque d'interdire même la communication.

C'est pourquoi la deuxième raison pour laquelle nous avons à rendre grâce à la mémoire de l'auteur de *Totalité et infini*, c'est de nous avoir appris en quoi les droits de l'homme étaient autre chose qu'une rhétorique facile. Parce qu'ils signifiaient d'abord droits de l'autre homme, celui qui n'est pas nous et dont le visage dans sa nudité nous sollicite, en fondant la relation éthique. La pensée de Levinas continuera à défier l'individualisme contemporain dans sa tentative permanente de se faire centre de tout. Pourtant, le philosophe qui a vécu l'épreuve du totalitarisme moderne est prévenu contre toutes les façons d'arracher l'homme à son secret. Il le défend contre ce qui met en péril ce qui, en lui, est incessible et inviolable. Mais le vrai sens du sujet ne se découvre que dans la rencontre avec l'autre dont la présence m'investit au point de faire de moi son otage.

Il y aurait peut-être enfin une troisième raison de rendre grâce, c'est la façon dont le penseur a ignoré l'interdit qui reposait sur le religieux comme dépassé, en montrant qu'il était source toujours revivifiante de rationalité et de rationalité juste. Il y a certes, un travail spécifique du philosophe, qui ne dépend d'aucune « autorité », mais l'existence de traditions de toutes sortes, et en particulier religieuses est l'occasion privilégiée de penser. Parlant un jour de son ancien collègue, le cardinal Karol Wojtyła devenu depuis évêque de Rome, avec lequel il se retrouvait sur le terrain de la phénoménologie husserlienne, Levinas déclarait : « J'avoue que respectueux de la même norme (philosophique) je me permets cependant dans mes modestes essais de recourir plus souvent que le cardinal au verset et à son herméneutique ». C'est que l'enfant de Kaunas avait appris qu'il n'y avait pas d'opposition entre la piété et la raison et que même « l'ignorant ne peut-être pieux ».

C'est pour cela que Levinas sera associé en 1991 à Jean-Luc Marion et à Jean-François Courtine dans une entreprise de prétendu détournement théologique de la phénoménologie. Il faudrait pourtant démontrer que sa démarche était autre que philosophique, ce qui est absolument impossible, en dépit de son inspiration biblique. Dans son hommage Jacques Derrida a fait gloire au philosophe

d'avoir opéré « une mutation discrète mais irréversible, l'une de ces très puissantes, très singulières, très rares provocations, qui dans l'histoire, depuis plus de deux mille ans, auront inégalement marqué l'espace et le corps de ce qui est plus ou moins, autre chose en tout cas qu'un simple dialogue entre les pensées juives et ses autres, les philosophies d'ascendance grecque ou les autres monothéismes abrahamiques ».

On conçoit ce que pouvait avoir de gênant pour les tenants de la mort de Dieu, une pensée qui en accueillait l'idée de la façon dont il en parle dans un essai (1) : « Origine concrète ou situation originaire où l'Infini se met en moi, où l'idée de l'Infini commande l'esprit et le mot Dieu vient sur le bout de la langue ». C'est ainsi que « pense une pensée qui pense plus qu'elle ne pense ». Et c'est pourquoi Derrida pouvait prononcer un « Adieu » où l'autre est salué au-delà de l'être, dans ce que signifie, au-delà de l'être, le mot gloire ». Cette expérience de l'Infini en nous s'exprime en plénitude dans la relation à l'autre homme qui porte en elle-même une question, qui est en même temps prière.

Il me semble qu'il y a dans tout cela une noblesse indicible, qui nous permet de comprendre ce qu'est vraiment l'humanisme lorsqu'il est pensé avec toute l'exigence possible. Tandis que Sartre faisait de la liberté une sorte d'aventure absurde et de l'intersubjectivité la tragédie de l'échec, Levinas nous emporte jusqu'à la gloire et à une aventure courue avec Dieu ou par Dieu. Et dans l'humilité foncière de la rencontre du premier venu. Tout visage rencontré est signe de la transcendance, comme s'il était « le noeud de l'intrigue même du dépassement par Dieu ». Toute relation avec autrui, qui n'est pas possessive mais suppose au contraire une déposition du moi, comme on parle de la déposition d'un roi, s'ouvre à l'idée de l'Infini.

Faut-il ajouter qu'en cette période de fondamentalisme, cette pensée est toute entière de paix, qu'elle n'est agressive pour personne, et qu'elle n'offre de dureté et de rigueur qu'à l'encontre de soi-même ? De plus, elle tourne sans cesse autour d'une insatisfaction foncière qui définit une vie vraiment humaine. A Philippe Nemo, au terme d'une série d'entretiens pour France Culture, le philosophe déclarait : « Je veux dire qu'une vie vraiment humaine ne peut rester vie satisfaite dans son égalité à l'être, vie de quiétude, qu'elle s'éveille à l'autre, c'est-à-dire est toujours à se dégriser, que l'être n'est jamais - contrairement à ce que disent tant de traditions rassurantes - sa propre raison d'être, que le fameux conatus essendi n'est pas la source de tout droit et de tout sens » (2). Levinas comme penseur du seul droit de l'autre, du droit que l'autre a sur vous...

Rappellerai-je enfin l'extrême modestie d'un homme peu fait pour les feux de la scène, homme pour qui parler n'est pas se donner à voir, mais vraiment à dire ? Fidèle au judaïsme, il le fut selon sa tradition, plus proche du juif du Talmud que du juif du Psaume. C'est dire qu'il avait aussi sa différence au sein de ses frères. La disparition de tous les siens demeurés en Lituanie pendant la guerre ne pouvait pourtant que renforcer son lien indéfectible avec Israël. D'Israël, il tire une leçon universelle qui est celle de la Bible et qui consiste à « ramener le sens de toute expérience à la relation éthique entre les hommes ».

(1) Emmanuel Levinas - « De Dieu qui vient à l'idée » - Vrin, prix franco : 78 F.

(2) Emmanuel Levinas - « Éthique et Infini » - Fayard - prix franco : 97 F.

Notre revue Cité avait, en 1987, consacré un important dossier à Emmanuel Levinas comportant, entre autre, un entretien avec ce dernier. Ce numéro (numéro 17) est depuis longtemps épuisé mais nous pouvons fournir un fac-similé au prix franco de 50 F.

par Gérard Leclerc



Enfers

On croit que les romanciers s'amuse à raconter des histoires, alors que c'est la vie qui est en jeu. On dit que cette vie romanesque est aujourd'hui banale à pleurer - de légers émois individuels, des confidences après l'oreiller, des psychanalyses où l'on se fait payer pour délivrer son petit tas de secrets à un public anonyme et muet.

Tout cela existe et se publie en effet. Mais il y a aussi des romanciers qui nous rappellent que, sous les apparences les plus convenues, la vie est souvent tributaire, de manière douloureuse et parfois tragique, de l'histoire. Ainsi cette femme qui part pour Biarritz attendre son amant. Ils s'aiment depuis longtemps, ils écrivent tous deux. Frivolités parisiennes ? Non pas. Meurtres de l'Occupation, révolutions des années soixante, luttes de l'ombre, terrorismes, voici notre siècle qui, comme les précédents, définit et bouleverse les itinéraires, portant à l'extrême les passions personnelles.

Il faut être attentif à la dureté de ce roman au si joli titre (1). Comme celui de Rilke, *L'Ange de mer* est terrible. Gérard de Cortanze nous dit que le paisible recèle souvent quelque enfer ou y conduit, qu'on n'échappe pas à la violence - des sentiments, des trahisons, de la vie, et que la politique peut tout à coup saisir n'importe qui, en faire l'auteur et la victime d'une tragédie.

Un livre grave.

Y.L.

(1) Gérard de Cortanze - « L'Ange de mer » - Flammarion, 1995 - prix

Les années Louis-Philippe

Hervé Robert est devenu un spécialiste incontournable de la question orléaniste. Il était donc normal que lui soit confiée la rédaction d'un *Que sais-je ?* sur la monarchie de juillet.

Plus que la description d'un régime politique, Hervé Robert nous présente ce qu'aujourd'hui nous appelons « les années Louis-Philippe ».

La période 1830-1848 permit à la classe dirigeante française d'approfondir sa connaissance et son expérience du régime parlementaire. Pourtant, force est de constater que dès 1830, Louis-Philippe commit deux erreurs aux conséquences dramatiques pour son régime : d'une part, son souci d'une royauté de « juste milieu » l'empêchera de bâtir une véritable monarchie parlementaire avec une assemblée élue au suffrage universel, ce qui lui aurait permis d'avoir une solide assise populaire ou, tout au moins, un appui des classes moyennes qui lui fera cruellement défaut lors des journées révolutionnaires de février 1848 ; d'autre part, le roi ne voulait pas se contenter de régner mais entendait gouverner pleinement, ce qu'il parvint à faire en se jouant avec dextérité des divisions entre les divers courants politiques. Mais, avec le temps, cette stratégie finit par se retourner contre lui.

L'image du « roi-citoyen » dont le souverain ne semble pas avoir tenté de se défaire bien qu'elle lui répugnât certainement, n'ajouta rien au prestige de la nouvelle dynastie mais au contraire la rabaisa aux yeux de nombre

de Français, tandis que les opposants irréductibles y trouvaient de quoi nourrir leurs railleries.

De même, les gouvernements successifs, trop proches de la grande bourgeoisie d'affaires favorable à la liberté économique, ne firent pas assez pour protéger la masse ouvrière qui ne cessa d'augmenter durant le règne de Louis-Philippe, bien que l'essor économique fût considérable et les transports en grand développement (routes, voies navigables et ferrées). Ce laxisme social eut pour contrepartie l'apparition d'un pré-syndicalisme en lieu et place d'un compagnonnage désuet, mais aussi de grèves très dures et de nombreuses révoltes qui menacèrent la monarchie jusqu'en 1840. De même, la question sociale favorisa le développement des courants utopistes (fouriristes, saint-simoniens,...) et entraîna un renouveau catholique et protestant.

Dans le domaine des relations internationales, Louis-Philippe n'eut de cesse de défendre une politique pacifiste et de rapprochement tant avec l'Angleterre qu'avec les autres monarchies européennes. Sa modération, son action pour instaurer une « entente cordiale » avec le royaume britannique furent des succès importants cependant que l'opinion française boudait cette politique si éloignée des traditions révolutionnaire et impériale. Car, entre le réa-

lisme de Louis-Philippe et le romantisme de l'époque, il y avait un fossé que tenta d'agrandir l'influente et talentueuse presse d'opposition. La personnalité brillante et populaire du duc d'Orléans, héritier de la couronne, permettait de maintenir solidement le lien entre le pays et son souverain, mais sa mort accidentelle le 13 juillet 1842 commença d'entamer sérieusement cette union.

« Une heure a détourné un siècle » écrivait prophétiquement Alfred de Musset au lendemain de l'accident. De fait, privé de jeunesse et d'audace, le régime s'enfonça dans un conservatisme étouffant.

« Il ne faut pas juger la monarchie de juillet aux lamentables circonstances de son effondrement » conclut Hervé Robert. « Elle a poursuivi l'apprentissage français du régime parlementaire et représentatif initié par la Restauration. Elle a préfiguré la grande expansion économique du Second Empire, inauguré notre réseau ferroviaire et posé les premiers jalons d'une législation sociale. Elle se distingue par une noble attention portée aux Arts et aux Lettres (...) Soucieux de restaurer l'autorité de l'État, ébranlée par une nouvelle révolution politique, attentif à consolider les institutions de la Charte révisée, dont il comprenait les carences, Louis-Philippe veilla toujours, au péril de sa popularité, à préserver le bien qu'il tenait pour le plus précieux : la paix ».

Marc DESAUBLIAUX

Hervé Robert - « La monarchie de juillet » - PUF, coll. « Que sais-je ? », 1994, 126 pages - prix franco : 45 F.

A nos souhaits !

Des vœux pour 1996 ? Le premier que je formulerai, et cela n'étonnera personne, c'est que *Royaliste* soit encore là au 31 décembre prochain pour fêter l'an nouveau... Tous nos lecteurs savent combien notre situation financière est catastrophique en ce moment et combien nous attendons leur aide pour en sortir. Si cette aide venait à nous faire défaut nous serions obligés d'en tirer les conclusions aussi dures soient-elles. Stoppée par les grèves de décembre, notre souscription de survie a repris, mais il nous faut encore rassembler rapidement 25 000 F pour assurer nos échéances immédiates. Jamais votre concours personnel, ni votre secours financier, n'ont revêtu plus d'importance. Peu importe le montant de votre don, ce qui compte c'est que vous participiez à notre sauvetage.

Nos vœux iront ensuite à la Famille de France et tout particulièrement à son chef le comte de Paris. Nous souhaitons que les occasions soient nombreuses en 1996 pour que nos princes, à l'écoute des préoccupations des Français, puissent mieux se faire connaître de nos compatriotes et permettent à l'idée royaliste de s'incarner.

Nos vœux enfin, bien sûr, à tous nos lecteurs et amis et à leur famille. Sans eux nous ne serions plus rien, avec eux nous pourrions faire beaucoup.

Yvan AUMONT

Versements au C.C.P. Royaliste 18.104.06.N Paris en précisant « pour la souscription ».

Le comité directeur de la NAR, la rédaction de *Royaliste* et la fédération de l'Ile-de-France

invitent tous les lecteurs au

POT DE L'AN NOUVEAU

le samedi 6 janvier
à partir de 17 heures

dans les locaux de la NAR, 17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris (4^e étage)

Entrée libre et gratuite et vous pouvez amener des amis !

Fanion de
table aux
armes de
France

En rayonne de
format 9 x 13 cm,
monté sur tige
métallique, sur-
monté d'une lance
en plastique, sur un
socle en bois verni de
50 mm.

Hauteur totale 25 cm.

Prix franco : 50 F

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour se faire connaître, développer son audience, toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons alors un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un diner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du diner : 25 F).

● Mercredi 10 janvier - Éminent historien orientaliste, spécialisé dans l'étude des peuples turcs et mongols et dans l'histoire comparée des religions, Jean-Paul ROUX a récemment consacré un livre qui ne pouvait manquer de retenir notre attention : « Le Roi, mythes et symboles ». La simplicité du titre recouvre un sujet que les royalistes croient connaître mais dont ils ne soupçonnent pas la richesse. Car les royautés européennes ne sont que les cas particuliers d'une figure universelle que l'on retrouve dans toutes les civilisations, dans les mythologies et les cosmologies du monde entier. Le roi, sous le regard d'un savant, c'est encore plus passionnant...

● Mercredi 17 janvier - Ancien secrétaire général adjoint du Centre national des Jeunes agriculteurs, Michel LEBLANC s'est fait connaître par un premier ouvrage (*L'Agriculteur, la Putain et le Député*) dans lequel il s'en prenait vivement au groupe de pression politico-agricole. Il revient parmi nous pour nous présenter son deuxième ouvrage « Quand une jacquerie finit à l'Élysée », qui montre l'apothéose que constitue pour la bureaucratie agricole l'élection de Jacques Chi-

rac. Contre les méfaits du corporatisme, démontrés chiffres à l'appui, notre invité plaidera pour de nouvelles formes de développement des villes et du monde rural.

● Mercredi 24 janvier - « Combattre le Front national » : nous avons déjà salué l'ouvrage collectif publié sous ce titre. Analyse des données électorales, étude de l'idéologie national-populiste, examen critique des stratégies tentées pour enrayer l'ascension de Jean-Marie Le Pen : autant de thèmes auxquels nous sommes d'autant plus attentifs que le congrès de la NAR se prononcera prochainement sur les moyens d'affronter le Front ». Pour en débattre, nous avons demandé à David MARTIN-CASTELNAU, maître d'oeuvre de l'ouvrage, de nous présenter l'ensemble des contributions et ses propres conclusions.

● Mercredi 31 janvier - La question de la laïcité ne cesse d'être passionnément débattue dans toutes les familles politiques - y compris la nôtre - en raison de l'ambiguïté de sa définition et du poids des affrontements passés. Agrégé de philosophie et membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*, Guy COQ a repris dans un livre récent, « Laïcité et République », dont Gérard Leclerc a rendu compte, l'ensemble de ce difficile dossier. Comment penser la laïcité, à quelles conditions peut-elle être mise en oeuvre, comment inscrire les différentes religions dans la culture démocratique et républicaine ? Autant de thèmes cruciaux qui seront mis en débat.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nous n'avons plus confiance

Confiance. Tel est le maître-mot en ce début d'année, celui qui oriente le discours des hautes autorités. Il procède d'une analyse pétrée d'apparent bon sens : puisque le mouvement social de décembre a montré l'inquiétude des Français, il faut rétablir la confiance.

Mais de quoi parle-t-on au juste ? La confiance n'est pas un phénomène magique qu'on ferait apparaître en répétant le mot sur tous les tons, avec force mimiques télédiffusées. C'est une disposition personnelle ou collective qui implique la foi (*cum fide*) ou du moins l'adhésion, la croyance ou du moins le respect ; qui tient pour garantie suffisante la parole donnée ou la moindre signature, et qui se mue en fidélité lorsque le temps vient la confirmer.

C'est dire que la confiance est une relation : elle repose sur l'adhésion à des règles reconnues, elle peut être accordée sur une preuve de confiance ou retirée faute de mérite, mais nul ne saurait l'imposer. Tel est le lien invisible qui assure une grande part de la vie sociale : sans confiance, pas de commerce, pas de monnaie, pas de politique non plus.

Rappeler ce qui établit la confiance permet de mesurer la gravité de la crise actuelle. Après les reculades gouvernementales et le dérisoire « sommet » de Matignon, le maintien du plan Juppé n'est pas une victoire - mais une donnée de la bataille en cours que les exhortations publiques ne peuvent pas modifier. De fait, il n'existe plus aucune des conditions qui fondent une relation confiante entre gouvernants et gouvernés :

- L'adhésion à des règles connues de tous et également

respectées ? Elle a été remplacée par le règne des privilégiés, par les filouteries en tous genres, par l'arrogance d'experts qui répètent que nous n'avons rien compris aux lois du marché et aux ordonnances de M. Juppé. Nous n'avons plus confiance dans un Premier ministre qui méconnaît son pays, dans un patronat dont les fleurons sont mis en examen, dans des technocrates qui se révèlent exécrables techniciens de l'économie. Nous ne les croyons plus, nous ne les respectons plus.



- Les preuves de la confiance ? Elles ne sont plus réunies. Le président de la République est revenu sur les engagements qu'il avait pris pendant sa campagne, le gouvernement a menti aux syndicalistes et le Premier ministre nous prend pour des imbéciles. Nous n'avons plus confiance en un pouvoir politique qui nous abandonne à la « loi du marché », aux manipulations de Monsieur Trichet, aux voyous en col blanc qui profitent, spéculent, corrompent et dilapident mais qui économisent sur les emplois et les salaires.

- L'heureuse mémoire des tâches déjà accomplies selon des engagements strictement hono-

rés ? Ces messieurs de la droite voudraient nous faire oublier qu'ils sont au pouvoir depuis bientôt trois ans, qu'ils étaient arrivés pour redresser les comptes, qu'ils ont accumulé les dettes et les déficits, les erreurs et les fautes.

La confiance s'est perdue parce que, bien avant le mouvement de décembre, nous avons compris. Tel est le paradoxe de la situation : nous avons compris par qui nous étions gouvernés (de petits esprits) et au nom de quels intérêts de classe, mais les dirigeants croient que nous ne comprenons rien parce que, pour eux, comprendre c'est se soumettre à leur logique. Comme nous refusons cette logique (celle du marché, de la Banque de France...) l'élite au pouvoir renonce à nous l'expliquer et se contente maintenant de nous dire qu'il faut lui faire confiance. Ce n'est plus une prière, une requête, mais l'appel au devoir, et déjà un ordre. On nous ordonne d'avoir confiance comme on nous ordonne de consommer, sans voir que l'adhésion à une politique se mérite, sans voir que pour dépenser il ne faut pas, comme plusieurs millions de citoyens, vivre dans le manque.

Nous sommes désormais sous la menace d'une dérive autoritaire, engendrée par la perte de toute relation confiante entre la grande majorité des citoyens et ces milieux dirigeants (politique, affaires, médias) qui constituent un bloc aux bases de plus en plus fragiles : l'autoritarisme est un signe de faiblesse, que l'élite au pouvoir est en train de donner. Saisie par l'inquiétude, mais toujours persuadée de sa supériorité, elle peut avoir recours à diverses formes de violences. Que la classe dirigeante repousse cette tentation. Depuis décembre, les faibles ont redécouvert leur force. L'espoir est dans leur camp.

Bertrand RENOUVIN